

**COMITÉ CONSULTATIF
DE LA LÉGISLATION ET
DE LA RÉGLEMENTATION
FINANCIÈRES**

SECRETARIAT GÉNÉRAL

ORDRE DU JOUR POUR INTERNET

**SÉANCE 102
15 décembre 2010**

1 - Points d'ordre général

2 - Textes présentés pour avis

2.1 Projets de textes de nature législative

Néant

2.2. Projets de textes de nature réglementaire

2.2.1) Projet de décret portant modification des dispositions du code monétaire et financier relatives aux incidents de paiement de chèques ;

2.2.2) Projet de décret portant modification du livre VII du code monétaire et financier partie réglementaire ;

2.2.3) Projet de décret portant diverses mesures relatives aux sociétés de crédit foncier et aux sociétés de financement de l'habitat ;

2.2.3 bis) Projet de décret modifiant le décret n° 2009-1189 du 7 octobre 2009 relatif à des dispositions temporaires en matière d'assurance-crédit de court terme à l'exportation ;

2.2.4) Projet d'arrêté portant modification du règlement n° 99-10 du Comité de la réglementation bancaire et financière relatif aux sociétés de crédit foncier ;

2.2.5) Projet d'arrêté modifiant le règlement n° 90-02 du Comité de la réglementation bancaire du 23 février 1990 modifié relatif aux fonds propres ;

2.2.6) Projet d'arrêté fixant le montant de la rémunération versée à l'office des postes et télécommunications de Nouvelle-Calédonie en application de l'article R. 221-8-1 du code monétaire et financier ;

2.2.8) Projet d'arrêté fixant les règles de provisionnement des garanties d'incapacité de travail,

d'invalidité et de décès ;

2.2.9) Projet d'arrêté modifiant le code des assurances et relatif aux modalités de calcul des mouvements sur la réserve de capitalisation et à la participation aux bénéfices techniques et financiers ;

2.2.10) Projet d'arrêté modifiant le taux d'actualisation des provisions techniques non-vie des entreprises d'assurance.

ORDRE DU JOUR COMPLEMENTAIRE

SÉANCE 102
15 décembre 2010

Projets de textes de nature règlementaire

A - Projet de décret relatif aux modalités de calcul du taux annuel effectif global ;

B - Projet de décret modifiant diverses dispositions relatives aux obligations foncières ;

C - Projet d'arrêté portant application de l'article R.*315-40 du code de la construction et de l'habitation et relatif à la prime d'épargne-logement afférente au plan d'épargne-logement et à sa majoration.